

# Postfax



No 4 / Novembre 1996

Bulletin d'information du  
Syndicat des P&T  
b.p. 623 L-2016 Luxembourg



## **Sommaire:**

**Privatisation rampante**

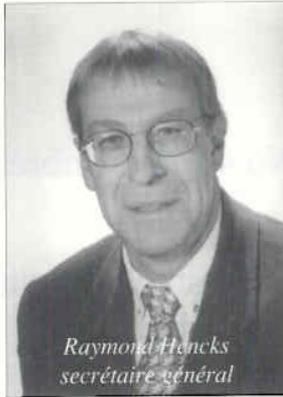
**Gefoer fir eise Statut**

**Evaluatioun**

**Telefonbuch-Debakel**



## PRIVATISATION RAMPANTE



Depuis un certain temps il n'est question dans notre pays, lorsqu'on parle de la Fonction Publique, que de défense des acquis sociaux. Le sujet donne lieu à une vive polémique entre partisans et adversaires.

Par l'expression "acquis sociaux", l'homme de la rue traduit: sécurité d'emploi, régime de retraite, statut, etc. Les fonctionnaires ne veulent pas qu'on y touche, et ils ont bien raison.

Il y a toutefois des acquis sociaux dont on parle moins. Il s'agit des services publics sous contrôle de l'Etat, entre autres des services postaux et de télécommunications. Grâce à l'Etat, ces services, d'excellente qualité, sont accessibles à tous, sur un pied d'égalité, et à des prix raisonnables. La seule recherche du profit n'est pas leur unique motivation. Ils placent la rentabilité sociale au-dessus d'une rentabilité purement marchande.

Or, ce qui s'énonce si allègrement n'est, du moins en ce qui concerne les P&T, que pure théorie; la réalité est malheureusement différente.

Le Comité de Direction des P&T ne se soucie plus guère des caractéristiques du service public. Il s'est résolument lancé dans l'aventure de la privatisation, ceci malgré la déclaration gouvernementale du 22 juillet 1994, dans laquelle il a été retenu *qu'aucune privatisation n'est envisagée auprès des P&T*.

Evidemment le Comité de Direction, par crainte de réactions de la part du personnel et des autorités politiques, n'y va pas de manière forte; il a pris l'option d'une

### privatisation rampante

notamment en vidant peu à peu l'Entreprise de sa substance, en "exportant" des activités de l'entreprise dans des filiales des P&T de droit privé, ou dans des sociétés privées, dans lesquelles l'Entreprise détient une partie du capital.

Pour faire propre, le Directeur Général explique en public que la politique des P&T sert à créer des emplois....dans le secteur privé!!

Cela part donc d'un bon sentiment, mais en ce qui concerne les bons sentiments, le Comité de Direction ferme de bonne heure. En grattant un peu, on s'aperçoit bien vite que seule la spéculation juteuse l'anime.

Les activités de service public sont délaissées au profit des activités commerciales. Les gros clients, les "grands comptes" sont choyés, les particuliers sont beaucoup moins favorisés. Les intérêts économiques des grandes entreprises deviennent privilégiés par rapport aux intérêts économiques et sociaux du plus grand nombre des clients des P&T.

D'un côté l'Entreprise gaspille les deniers publics ( de l'Etat qui reste toujours seul propriétaire) en accordant aux grands comptes des réductions tarifaires démesurées alors que, de l'autre côté, elle tend à compenser cette moins-value par une réduction des coûts salariaux notamment en exportant des activités des P&T dans des filiales, par le recours à la sous-traitance, et dernièrement par la tentative d'engager du personnel avec des salaires et conditions inférieurs aux garanties statutaires du personnel actuellement en place.

Le Comité de Direction essaie d'abuser du projet de loi sur les télécommunications pour contourner le régime de droit public du personnel et y faire inscrire une disposition qui, si elle devait être votée telle qu'elle, l'habiliterait à engager au sein de l'Entreprise des employés ou ouvriers "privés".

Ce serait, à court ou moyen terme, la

### **mise à mort du fonctionnariat et des régimes publics assimilés**

auprès des P&T de même qu'un

### **pas de plus en direction de la privatisation totale.**

Le Luxembourg a l'immense chance de posséder des services postaux et de télécommunications des plus évolués et des plus performants. L'exemple d'EDITUS a démontré à tout le pays les inconvénients de libre concurrence et de la privatisation .

Au Syndicat des P&T nous sommes résolu à tout faire pour défendre l'acquis social exceptionnel que constitue l'Entreprise des P&T animé par ses 2600 agents publics.

Qu'on se le dise!

GEFOER

Fir eise Statut



De Projet vum Telekommunikatiounsgesetz gesäit an sengem Artikel 70(5) fir, datt d'P&T-Entreprise an Zukunft kann Employeeen an Aarbechter matt engem privaten Statut astellen.

Dësen Artikel as op Wonsch vum Direktiounscomité an de Projet agesaat gin.

Bis elo si keng Argumenter virbruecht gin déi esou Astellungen gëngen justifizéieren. Och am "exposé des motifs" füm Gesetzprojet steet kee Wuert doriwwer.

Och wann et keng offiziell Begründung gët, esou ergët sech de "Virwaat" aus de Konsequenzen :

Et geet nëmmen drëm fir den Fonctionnaires-Statut ze ënnerhuellegen fir en dann, am richtigen Moment, komplett ofzeschaffen

👉 Et betrëfft also Jiddereen 👈

Haut sin et eis zukünfteg Kollegen, muer sin et déi Aktiv déi hieren öffentlechen Statut verléieren.

## L'article 70(5) incriminé

L'article 70 (5) du projet de loi sur les télécommunications habilite le Comité de Direction des P&T à *"engager par contrat de travail , pour autant que les intérêts de service l'exigent, des personnes disposant d'une formation professionnelle particulière acquise en dehors de l'entreprise dans des domaines concernés par les activités de celle-ci.*

*Suivant les intérêts de service, le comité peut en outre engager par contrat de travail du personnel auxiliaire sous le régime d'employé privé ou d'ouvrier."*

Cet article constitue une flagrante violation de l'article 24 de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (annexe 2) qui précise dans son paragraphe (1) que *le régime des agents de l'entreprise est un régime de droit public* et dans son paragraphe (4) que *les dispositions de la présente loi s'appliquent au personnel en service au moment de sa mise en vigueur ainsi qu'au personnel à engager après cette date.*

Quatre ans après le vote de la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications le statut du personnel de l'entreprise est de nouveau mis en discussion.

Il semble dès lors utile de rappeler que dans l'exposé des motifs du projet de loi portant création de l'entreprise des postes et télécommunications il a été retenu qu'*il faut constater que dans le passé le statut des fonctionnaires (et des employés y assimilés) en tant que tel, de même que le contrat collectif des ouvriers de l'Etat n'ont pas été à l'origine de problèmes insurmontables. C'était plutôt le refus d'autonomie de gestion qui provoquait les difficultés que connaissent les P. et T. depuis belle lurette. Résumons, ce n'est pas le statut du personnel, mais bien le statut des P.et T. qui est en cause.*

*D'ailleurs l'abandon des bases solides actuelles ( régime de droit public) ..... apporterait beaucoup d'incertitudes sur l'organisation et le fonctionnement de l'entreprise qui est traditionnellement fortement hiérarchisée et formalisée. Il est impensable de ne pas appliquer, même dans le nouvel environnement , des règles strictes en matière de gestion de personnel, règles qui ... appliquent judicieusement à la fois les principes du mérite (postes à responsabilités des cadres fermés) et de l'ancienneté. Il n'est pas prévu de changer le système dans la mesure ou il a fait ses preuves.*

D'un seul coup tous ces arguments seraient devenus caduques et sans objet; un système qui selon le législateur a fait

ses preuves est délayé (avant d'être aboli).

En ce qui concerne le projet d'engager *par contrat de travail du personnel auxiliaire sous le régime d'employé privé ou d'ouvrier*, il y a lieu de relever que le commentaire des articles du projet de loi en question reste complètement muet sur le sujet. Aucune indication, ni sur les raisons ou considérations qui sont à la base du projet, ni sur les catégories de personnel visées, ni sur les fonctions ou tâches à exécuter.

D'ailleurs la notion de "personnel auxiliaire" n'existe pas dans la législation luxembourgeoise concernant le droit du travail. La question quelles catégories ou carrières de personnel et quelles tâches sont visées reste sans réponse.

La loi du 10 août 1992 confère à l'Entreprise une très grande flexibilité dans la gestion du personnel en transférant au Comité de Direction toute compétence et pouvoirs en matière d'actes d'administration concernant le personnel.

Ainsi l'entreprise peut:

- fixer de sa propre autorité les effectifs du personnel dont elle estime avoir besoin pour accomplir sa mission;
- appliquer elle-même les règles régissant le personnel en procédant aux nominations, affectations, promotions et autres mutations du personnel au sein de l'entreprise, qui assume toutes les fonctions dévolues à l'autorité investie du pouvoir de nomination telles qu'elles sont énumérées au statut général.

L'entreprise a donc d'ores et déjà la possibilité de procéder à des engagements directs desdits spécialistes, même non-luxembourgeois, soit sous le régime du fonctionnaire, soit sous le régime de l'employé public (sans examen-concours), dans les différentes carrières prévues par le règlement grand-ducal du 14 mars 1996 fixant les carrières du personnel au service de l'entreprise des postes et télécommunications (annexe3).

En outre, afin de pouvoir se défaire des rigidités des régimes de rémunération du secteur public, l'article 25 alinéa (1) de la loi du 10/08/92 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications autorise le Comité de Direction d'allouer, sous réserve d'approbation du Conseil d'Administration, des suppléments de rémunération aux agents de l'entreprise auxquels sont confiés des fonctions comportant des responsabilités exceptionnelles ou exigeant des qualifications spéciales.

Cette disposition a été insérée dans ladite loi afin de rendre les emplois offerts par l'entreprise plus attrayants sur le marché de l'emploi, tout en tenant compte des particularités d'une entreprise publique devant se maintenir dans un environnement concurrentiel.

Prétendre que les spécialistes dont l'Entreprise voudrait s'assurer les services sont tant sollicités que même une carrière sous le statut de la fonction publique ne les intéresse pas, n'est, jusqu'à preuve du contraire, qu'une affirmation gratuite. Une garantie d'emploi dans une entreprise publique avec en plus un supplément de rémunération "à discuter" constituent quand même des perspectives professionnelles très alléchantes. Or, jusqu'ici le Comité de Direction de

l'Entreprise des P&T n'a jamais utilisé des moyens mis à sa disposition. Il n'a jamais non plus défini clairement les spécialisations et qualifications exceptionnelles requises et partant n'a jamais tenté de recruter un tel spécialiste sur le marché de l'emploi.

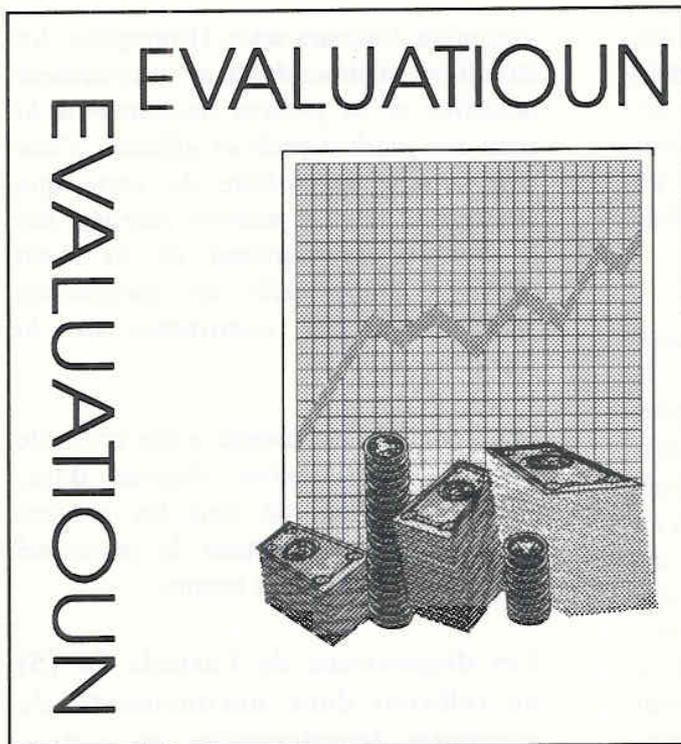
En outre, afin de persuader le Conseil d'Administration des P&T et le Gouvernement de la nécessité de créer une société de droit privé "P&T Consult" l'Entreprise des P&T avait argumenté *que la concurrence de plus en plus intense à laquelle elle est confrontée exige qu'elle fasse des progrès en matière de serviabilité professionnelle et de réaction rapide à l'égard de la clientèle.....et qu'il serait hautement souhaitable que l'Entreprise des P&T dispose également d'une équipe de consultance qu'elle pourrait mettre à la disposition des clients...*

Toutefois, toujours selon l'Entreprise, *les structures et procédures de recrutement actuelles ne se prêtent nullement à la mise sur pieds rapide et efficace d'une telle équipe spécialisée* de sorte que l'Entreprise *devrait pouvoir recruter sur le marché international de la main d'oeuvre intellectuelle des spécialistes non soumis aux contraintes de la fonction publique.*

Entretemps ladite société a été créée de sorte que l'Entreprise dispose donc, preuve à l'appui, de tous les moyens nécessaires pour recruter le personnel dont elle pourrait avoir besoin.

**Les dispositions de l'article 70 (5) ne relèvent donc aucunement de nécessités fonctionnelles ou autres de l'Entreprise mais constituent une première tentative pour saper le régime de droit public des agents de l'Entreprise.**





D'Evaluatioun déi dëst Joer deels virun, deels an der Vakanz, gemeet gouf, as esou wäit ausgewäert. Mëtt Dezember gin d'Primen (matt der Januarspei) ausbezuelt.

Fir vill Opreegung a Gespréich huet en "recours descendant" gesuergt, deen de Chef-Ingénieur vun den Telekommunikatiounszentralen agereecht huet.

Senger Meenung no as an den Servicer déi him ënnerstinn ze vill ënnerschiddlech bewäert gin, woubei ätlech Leit méi streng bewäert gi sin. Iwwerdeems wieren Anerer regelrecht iwwerbewäert gin, zegur bis ganz no erun un de Maximum vun de Punkten, esou datt d'Moyenne vun den Notten am Verglach zum Evaluatiounstest nach méi erop gëng goen.

D'Recours-Kommissioun, déi aus 4 Verrieder vun der Entreprise a 4 Personalverrieder (Raymond Goelff, Raymond Hencks, François Jander, Jos Nickts) besteet, huet op Grond vun den Bemierkungen vum Chef-Ingénieur eng genee Analyse vun der Situatioun gefrot.

Et huet sech erausgestallt datt an der Division des Télécommunications wäit aus besser Notten verdeelt goufen ewéi an der Division des Postes oder an der Direction Générale.

Esou krueten 50,95 % vum Effectif vun der DT eng Moyenne iwwert 2,9 Punkten, iwwerdeems dësen Score vun 25,86 % Leit aus der DP, an zegur nëmmen 17,06 % an der DG, erreecht goufen. Festgestallt gouf och datt an den Zentralen +/- 70% vun de Leit Moyennen iwwert 2,9 krueten. An deen aneren Servicer vun der DT léit dës Moyenne tëschend 30 a 40 % .

Fir d'Personalvertrieder war et kloer datt allgemeng ënnerbewärt gin as, an sie hu gefuerdert datt all Notten tëschend 2 an 2,9 opgewärt missten gin. D'Vertrieder vun der Entreprise woren der Meenung datt déi iwerméisseg gudd Notten missten no ënnen korrigéiert gin. D'Personalvertrieder hun sech vehement durgéint gewiert matt dem Argument datt d'Evaluatioun eng "procédure contradictoire" as, déi vun deen zwou Parteien (évalué an évaluateur) ënnerschriwwen as, an ët demno juristesch onméiglech as eensäiteg, a vun uewen erof, dësen Accord ze brieche.

Et huet also missten eng aner Léisung gesicht gin.

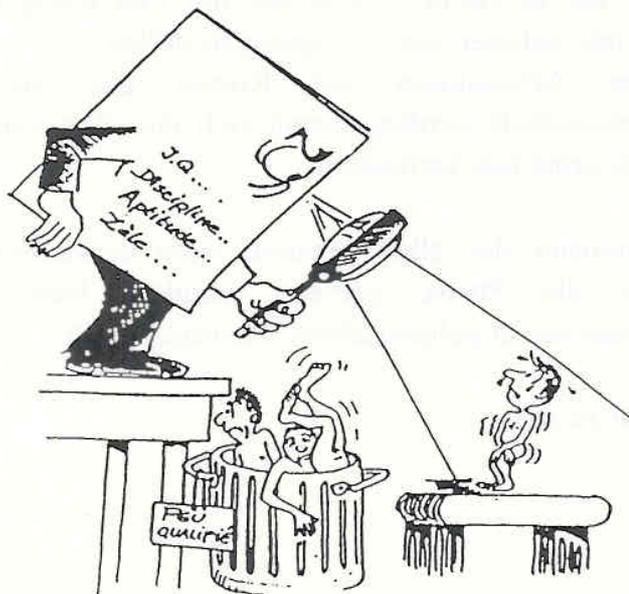
De Postsyndikat huet dunn proposéiert d'Notes esou ze akzeptéieren ewéi se sin an een Ausgléich ze sichen iwwert d'Héicht vun der Prime, an zwar andeem een de Kredit deen fir d'Primes bereed steet opdeelt tëschend der DT, der DP an der DG, all Kéier prozentual zu der Lounmass vun dësen Divisiounen.

Matt dësem System verhënnert een e Sträit tëschend den Divisiounen well eng moyenne vun (z.B.) 3,0 an der DT as esou vill wärt ewéi eng moyenne vun 2,7 an der DP.

D'Entreprise huet sech awer matt dëser Léisung nët ganz zefridden gin, déi zwar de Problem tëschend den Divisiounen aus der Welt schaaft, déi grouss Diskrepanz innerhalb vun der DT, tëschend den einzelnen Servicer, awer weider bestoen léist. Dofir hunn d'Vertrieder vun der Entreprise proposéiert de Kredit vun der DT nach eemol opzedeele (ëmmer nach prozentual zu der Lounmass) tëschend dem Service vun den Zentralen an all deenen aneren Servicer.

Dës Proposition gouf dunn, "faute de mieux", eestëmmeg ugeholl.

Den Ingénieur-Chef brauch nët méi, a senger Roserei, an sengen réunion de service, d'Nimm vun de Personalvertrieder déi dës Décisioun geholl hun, un d'Tafel ze schreiwen. Mir hun dës Nimm hei virdrun opgeféiert fir him d'Sach ze erliichter..... well dann schreiw hien (hoffentlech) keng Leit méi op d'Tafel déi iwverhaapt nët derbei waren.



## Da irrte der Premierminister

als er nach der Ministerratsitzung vom 25ten Oktober 1996 freudestrahlend der versammelten Presse mitteilte, die Post werde 14 zusätzliche Arbeitsstellen schaffen.

Es drängt sich also folgende Richtigstellung auf:

Die 14 angekündigten Arbeitsstellen beschränken sich in Wirklichkeit lediglich auf 11 Posten, von denen aber wiederum 7 einfache Umwandlungen von bereits bestehenden Planstellen sind, womit letztendlich **nur 4 zusätzliche Arbeitsstellen** geschaffen wurden.

Was diese 4 zusätzlichen Posten anbelangt, so sind diese bereits seit Mai 96 vergeben, sicherlich zur grossen Enttäuschung aller derjenigen, die sich, aufgrund der frohen Kunde des Premierministers, Hoffnungen auf einen Arbeitsplatz bei der Post gemacht haben.

Der Premierminister hat sich irreleiten lassen durch ein grossherzogliches Reglement, das dem Regierungsrat vorgelegt worden war, um die erwähnten Planstellen **nachträglich** zu regularisieren.

Erstaunlich ist vor allem an diesem Missgeschick, wie schlecht die Regierungsvertreter im Verwaltungsrat von P&T ihre Minister über die Personalpolitik von P&T informieren.

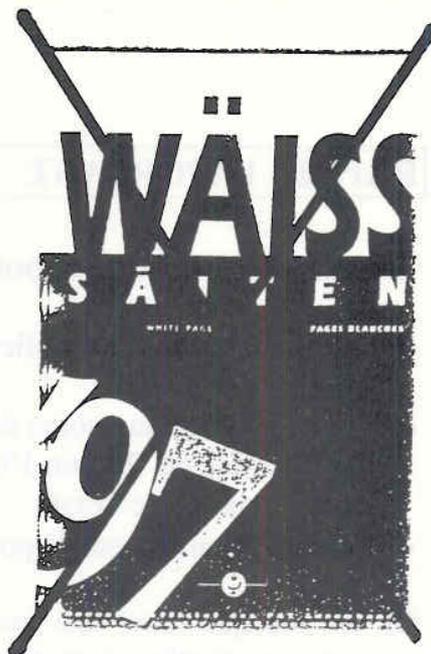
So weiss die Regierung offensichtlich nicht, dass:

- der Verwaltungsrat gegen die Stimmen von drei Personalvertreter (Goelff, Hencks, Nickts) einen prinzipiellen Einstellungsstopp beschlossen hat;
- P&T als finanzkräftiges Unternehmen ihrer sozialen Pflicht nicht nachkommt und keinen angemessenen Beitrag zur Linderung der Arbeitslosigkeit hierzulande leistet, obwohl akuter Personalmangel bei P&T besteht;
- das P&T-Unternehmen lieber auf Leihfirmen zurückgreift, und sogar eine Firma bevorzugt, die belgische Arbeitslose mit Zeitvertrag anheuert, um diese dem P&T-Unternehmen zur Verfügung zu stellen;
- diese belgischen Arbeitslosen auf Kosten des luxemburgischen Unternehmens umgeschult werden, womit sich ihre Aussichten auf einen festen Arbeitsplatz erheblich verbessern,

Hätte der Premierminister das alles gewusst, wäre er sicherlich nicht so freudestrahlend vor die Presse getreten, sondern hätte dem P&T-Direktionskomitee einer seiner geharnischten Verweise erteilt.

Noch ist es dazu nicht zu spät.

## Telefonbuch-Debakel



Das Elend um das neue Telefonverzeichnis "Wäiss a Giel Säiten" hatte sich im September zum Hauptgesprächsthema hierzulande entwickelt.

In einem Zeitungsinterview meinte der Generaldirektor des P&T-Unternehmens die Verantwortung für die festgestellten Fehler müssten zwischen P&T und Editus geteilt werden.

Da ausserdem Editus Anfang September dem P&T-Personal schriftlich und öffentlich 95 % der Schuld zuwies, ohne dass das P&T-Unternehmen diese unbegründete und falsche Beschuldigung zurückwies, sahen sich das Postsyndikat und die Briefträgergewerkschaft gezwungen in einer gemeinsamen Pressemitteilung öffentlich Stellung zu nehmen.

Unter dem Druck der aufgebracht Postkunden hat der Verwaltungsrat des P&T-Unternehmens in seiner Sitzung vom 20. September beschlossen, dass das alte Telefonbuch solange in Kraft bleibt, bis ein neues, zufriedenstellendes Verzeichnis nachgeliefert wird. Dies entspricht im wesentlichen den Forderungen des Postsyndikates und der FSFL.

Da inzwischen die Verantwortlichkeit für die Pleite geklärt war mussten Konsequenzen gezogen werden. Der Direktor von Editus S.A. wurde entlassen.

**Damit ist aber das Grundübel, - die Privatisierung des Telefonbuches und der wenig sorgfältige Umgang mit den Daten der Bürger- nicht aus der Welt geschaffen.**

Ausserdem bleibt die ungünstige Konstellation der Firma Editus, in der P&T wohl mit 51 % den grössten Anteil am Kapital verzeichnet, im Verwaltungsrat aber nur dieselbe Stimmzahl besitzt wie der Geschäftspartner!?, weiter bestehen. Eine Auflösung der Firma ist ausserdem ausgeschlossen, da hierfür eine 2/3 Mehrheit benötigt wird. Hier hat der juristische Berater des P&T-Unternehmens einmal mehr volle Arbeit geleistet.....im Interesse der Gegenpartei.

Die beiden Vertreter von P&T im Verwaltungsrat begnügen sich auf die Unfähigkeit von Editus S.A. zu verweisen..... und waschen ihre Hände in Unschuld.

## RAPPEL IMPORTANT

Demande à introduire pour bénéficier d'un allongement de grade

Il est rappelé que pour bénéficier des différents allongements de grade, il faut:

- avoir participé aux cours de recyclage prévus par l'article section VI de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime de traitement des fonctionnaires de l'Etat;
- introduire une demande pour **chaque allongement de grade.**

Or, en pratique, dans une entreprise avec une organisation et un effectif de la taille des P&T, les concernés ne peuvent pas suivre de près les nombreuses mutations au sein de leur carrière et partant ne connaissent pas à l'avance les échéances des allongements en question.

Dans de nombreux cas le Service du Personnel rend les concernés attentif au fait qu'ils sont sur le point de se classer en rang utile pour un allongement de grade. Il arrive toutefois que cette pré-

information n'ait pas lieu, et que, à défaut de la demande précitée, les concernés doivent prendre à leur charge les retards et pertes financières qui en résultent.

Afin de mettre tout le personnel sur un même pied d'égalité le Syndicat des P&T a invité la Direction Générale d'envoyer dorénavant, en temps utile, une information préalable à tout membre du personnel susceptible de bénéficier prochainement d'un allongement de grade.

*Modèle d'une telle demande à introduire par la voie hiérarchique*

Monsieur le Président du Comité de Direction de l'Entreprise des P&T

Monsieur le Président,

Me référant aux dispositions afférentes de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, je vous prie de bien vouloir me faire bénéficier des allongements de grades prévus par la loi précitée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes remerciements anticipés.

Nom et Prénom :

Grade:

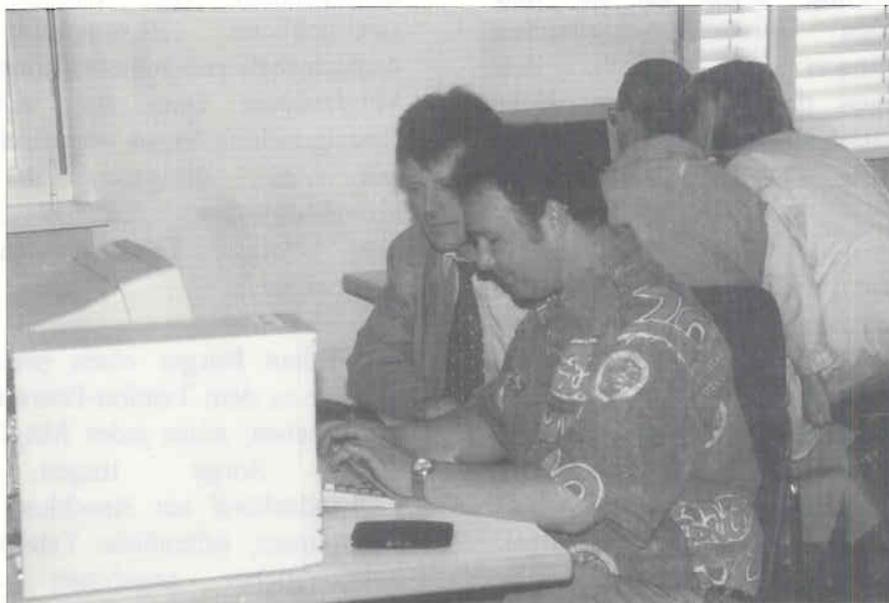
Cours de recyclage fréquentés:

.....le .....

signature



30 Juni 1996  
 Internet-Info



Den Internet  
 Informatiouns'dag  
 vum P&T-Syndikat  
 hat grouse succès.  
 Déi 12 "PC" waren  
 de ganzen Dag  
 ëmmer all besat.  
 Villmols Merci un  
 all eis Kollegen déi  
 zu dësem succès  
 beigedroen hun.



## POST

Die ersten Schritte zur Liberalisierung der Postdienste in der Europäischen Union bleiben weiter umstritten.

Nur wenige Länder sind bereit, der von der Europäischen Kommission vorgeschlagenen Liberalisierungsfrist bis zum Jahr 2001, zuzustimmen.

Widerstand gibt es vor allem gegen den freien Wettbewerb im Bereich der Direktwerbung, sowie der ab- und eingehenden grenzüberschreitenden Postsendungen die, nach den Vorschlägen der Kommission, nicht unter den Universaldienst oder den reservierten Dienstbereich fallen würden.

Da die Liberalisierung der grenzüberschreitenden Briefpost eine riesige Bedrohung für die Ueberlebensfähigkeit der Postunternehmen kleiner Länder darstellt, hat sich die Postministerin, Mady Delvaux, Ländern wie u.a. Frankreich, Belgien, Portugal, angeschlossen, um mit ihnen eine Sperrminorität zu bilden.

Ob diese Länder die Pläne der Kommission lange aufhalten können, kann bezweifelt werden. Letztendlich kann die Kommission, so wie sie es bereits im Telekommunikationsbereich getan hat, sich auf Artikel 90 des EU-Vertrages berufen, und gegebenenfalls gegen den Willen der EU-Minister, ohne Befragung des Europaparlamentes, eine Richtlinie in Kraft setzen.

## TELEKOM

Die zuständigen europäischen Minister für Telekommunikationen vereinbarten kürzlich eine Richtlinie über die Lizenzvergabe an Anbieter von Telekommunikationsdiensten.

Die Richtlinie sieht zwei Möglichkeiten vor: Zu einem kann ein Mitgliedstaat eine Allgemein-genehmigung erteilen, nach der Unternehmen die Dienste ohne ausdrückliche Zustimmung der Aufsichtsbehörde anbieten können. Ein Mitgliedstaat kann aber auch auf Einzelgenehmigungen vorschreiben, so wie es übrigens in dem luxemburgischen Gesetzesvorschlag über die Telekommunikationen vorgesehen ist.

Um jedem Bürger einen preiswerten Zugang zu dem Telefon-Basisdienst zu ermöglichen, muss jeder Mitgliedstaat dafür Sorge tragen, dass flächendeckend ein Anschluss an ein Telefonnetz, öffentliche Telefone und Telefonbücher angeboten werden. Ausserdem sollen, nach den neuesten Vorstellungen der Kommission, den Kunden gratis eine detaillierte und überprüfbare Rechnung ausgestellt werden. Telefonapparate seien so auszurüsten (Tastentelephon), dass Benutzer Zugang zu elektronischen Diensten wie Kontoführung von zu Hause aus (Home banking) bekommen. Auch soll es möglich sein, nach dem Telefonat am Gerät die Gebühren abzulesen.

## LE SYNDICAT EN DEUIL



C'est avec émotion et stupeur que nous avons appris le décès de notre collègue Nico BOEHLER.

Depuis quelque temps nous le savions malade, mais nous n'en avons imaginé la gravité.

Nico Boehler était membre du comité de l'Association des Agents Techniques des P&T et l'un des pionniers du Syndicat des P&T, dévoué à la cause syndicale depuis presque vingt années. En outre, il était membre de la Chambre Professionnelle des Fonctionnaires et Employés Publics et du comité-directeur de la Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés Publics.

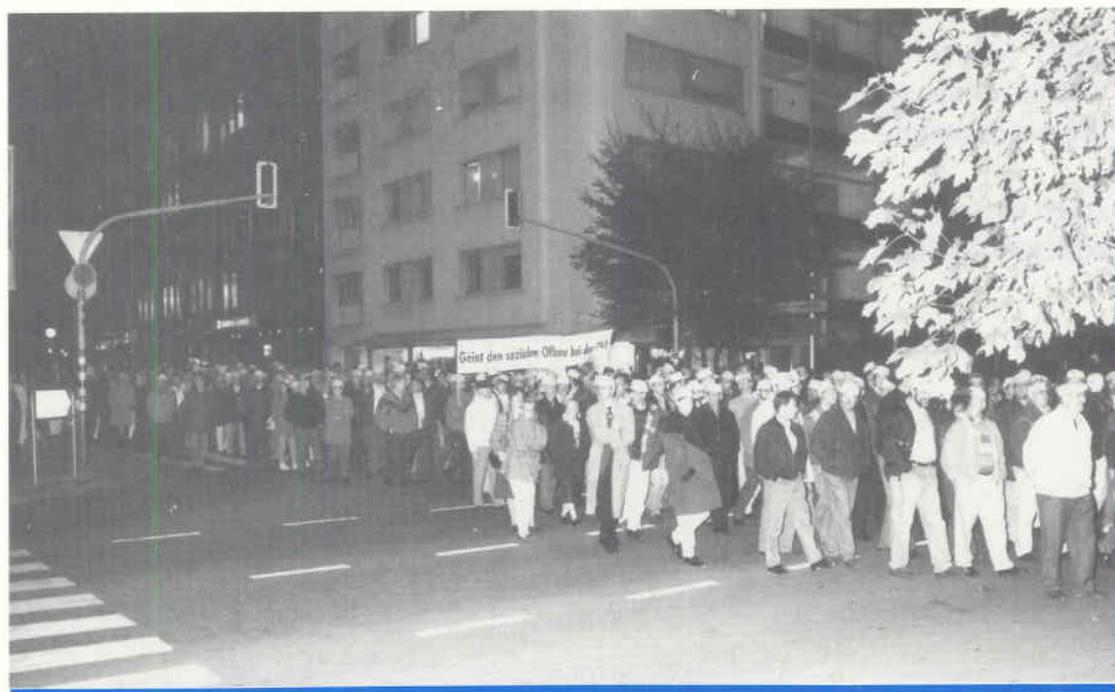
Nico était également le photographe du Syndicat des P&T et de la CGFP.

Ainsi on le voyait, lors de chaque réunion ou manifestation des dites organisations syndicales, l'appareil-photo à la main, ayant toujours une histoire drôle à raconter.

Avec tristesse le Syndicat des P&T perd un syndicaliste de première heure, un collègue chaleureux, toujours disponible à aider ses camarades de travail.



Eis éischt Warnung gong anscheinend nët dur!



Bulletin d'Information du Syndicat des P&T  
b.p. 623 L-2016 Luxembourg  
Rédaction: *Raymond HENCKS, Jean-Marie HEYDER*  
Photographies: *François BACKES, Michel KIRSCH*  
Caricatures: *Raymond HENCKS*  
Imprimerie: *Print-Service Luxembourg*  
tirage: *1500 exemplaires*